

[Texte]

The White Paper is the best argument I have seen for loosening the control of the Department of Industry, Trade and Commerce and External Affairs over CIDA's operations. The White Paper recommends that foreign policy in future be even more integrated. On the basis of what has emerged in the field of international development from this integrated review, I think this would be a disaster. Trade policies will not be considered. If they are, they will be shunted aside in favour of the considerations which most affect individual Canadian businessmen.

I might add that trade loosening is very much in the interests of the Canadian consumer and in the interests of the Canadian exporter who in fact is likely to benefit from the extra earnings made by poor countries from the sale of their products to us. It is certainly in the national interest for us to loosen trade barriers. It will be selective in its impact and therein lies the rub.

The gist of the Pearson Report recommendations is better prices and market access. The White Paper addresses itself to neither. The first is a self-evident matter. The second is not so clear. The Canadian policy in recent months has been directed to some of these market access questions. I would like to speak a little longer about this but perhaps this would be a good time to break.

The Chairman: Fine. I think the members are getting a little nervous. Thank you.

• 1700

(Recess)

The Chairman: Gentlemen, perhaps we could reconvene and give Professor Helleiner a chance to finish his comments before we go into questions.

Professor Helleiner: I will not be much longer. I would like to say something about the issue of market access. This was given

[Interprétation]

landais ont clairement accordé une importance majeure aux questions de politique commerciale, en plus d'une aide accrue au développement.

A mon avis, les recommandations du Livre blanc, constituent les meilleurs arguments que nous puissions avoir pour limiter le contrôle exercé par le ministère de l'Industrie et du Commerce, ainsi que celui des Affaires extérieures sur les opérations de l'ACDI. Le Livre blanc recommande que la politique étrangère à l'avenir soit plus intégrée encore qu'en ce moment. A la lumière des constatations dans le domaine du développement international, à la lumière de cette étude intégrée, je crois que ce serait là un désastre. Les politiques commerciales ne seront pas considérées. Si elles le sont, elles seront mises de côté en faveur des considérations qui ont plus d'influence sur les hommes d'affaire canadiens.

J'aimerais ajouter qu'un relâchement des relations commerciales est dans l'intérêt du consommateur canadien et de l'exportateur canadien qui, de fait, bénéficieront des gains accrus acquis par les nations pauvres, par suite de la vente de leurs produits dans notre pays. Il est certainement dans notre intérêt, au point de vue national, d'exercer un certain relâchement sur nos barrières tarifaires. Ce seraient là des mesures qui auraient des influences bien précises; voilà donc où réside la difficulté.

Le but visé par les recommandations du rapport Pearson est d'établir de meilleurs prix et un accès plus concurrentiel aux marchés mondiaux. Le Livre blanc ne tient aucunement compte de ces deux considérations. La première de celle-ci est une question qui est évidente en elle-même. La deuxième n'est pas aussi claire. La politique canadienne au cours des derniers mois, s'est attachée surtout à certaines de ces questions portant sur l'accès aux marchés mondiaux. J'aimerais en parler davantage mais peut-être est-ce un bon moment d'ajourner temporairement la réunion.

Le président: En effet, je pense que les députés deviennent un petit peu nerveux. Merci.

(Pause)

Le président: Messieurs, j'accorde la parole au professeur Helleiner pour lui donner l'occasion de finir ses commentaires, avant de vous permettre de lui poser des questions.

Le professeur Helleiner: Je serai bref. J'aimerais dire quelques mots au sujet de la question de l'accès aux marchés. On a donné